

**Éric Savarese (dir.), *L'Algérie dépassionnée : au-delà du tumulte des mémoires*,  
Paris, Syllepse, 2008, 214 p.**

**Claire Marynower**

D'éminents spécialistes venus de la science politique et de l'histoire<sup>1</sup> se sont réunis pour produire ce travail collectif, en réponse à l'exacerbation de mémoires plurielles, contradictoires et conflictuelles de l'Algérie dans la société française. Les pratiques sociales du chercheur sont ici interrogées dans un contexte précis, celui de la création d'un espace muséal. La réflexion engagée permet de traiter une série de questions sur le rôle de l'historien dans la cité, la relation du chercheur à la demande sociale et, notamment, mémorielle et la mise en œuvre d'un récit historique à vocation patrimoniale. Ces questions, tout aussi passionnantes que complexes, ont une actualité aiguë dans le domaine de l'histoire coloniale. Le cas de l'histoire algérienne en France cristallise, en particulier, les passions politiques et mémorielles, et met aux prises de nombreux acteurs concurrents<sup>2</sup>. Les auteurs placent leur démarche « au-delà des polémiques » pour produire une réflexion sur les conditions de possibilité du discours scientifique dans un contexte d'affrontement des mémoires. Car le chercheur est bien au centre d'une dynamique sociale qui le traverse : destinataire de demandes de connaissance et de reconnaissance, il est aussi générateur de réponses dont il ne contrôle pas toujours le destin. Au carrefour de ces flux pluriels, son projet de recherche peut être déterminé par la demande sociale, qui ne doit pourtant pas influencer ses conclusions.

Le débat est vif depuis plusieurs années entre les groupes « entrepreneurs de mémoire » (selon le terme de la sociologue Marie-Claire Lavabre<sup>3</sup>), qui ont obtenu que des lois soient promulguées par la République française sur des événements passés<sup>4</sup>, et certains intellectuels, des historiens notamment, qui ont pris le parti de refuser que l'État impose une lecture de ces événements. Pour décrire ce qui est parfois perçu comme une véritable débauche de mémoires plurielles, la notion de « guerre de mémoires » est apparue. La mémoire est, en effet, un lieu et une source de conflits ; elle est intrinsèquement liée à l'identité des groupes dont elle procède et

---

<sup>1</sup> Raphaëlle Branche, Jean-Robert Henry, Jean-Charles Jauffret, Claude Liauzu, Gilbert Meynier, Valérie Morin, Guy Pervillé, Yann Scioldo-Zücher, Benjamin Stora et Sylvie Thénault.

<sup>2</sup> Pour une synthèse sur la question, voir Raphaëlle Branche, *La Guerre d'Algérie : une histoire apaisée ?*, Paris, Seuil, 2005, 445 p.

<sup>3</sup> Cf. « Usages du passé, usages de la mémoire », *Revue française des sciences politiques*, vol. 44, n°3, juin 1994, p. 480-493 ; « Usages et mésusages de la notion de mémoire », *Critique internationale*, n°7, avril 2000.

<sup>4</sup> Loi du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte antisémite, raciste ou xénophobe dite loi Gayssot ; loi du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915 ; loi du 21 mai 2001 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité dite loi Taubira ; loi du 23 février 2005 sur les rapatriés dont l'article 4 dispose que « les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord ».

sur laquelle elle agit. L'affrontement de groupes porteurs de mémoires concurrentielles a pris une forme précise dans le cas algérien : le projet de création d'un site d'exposition et de documentation consacré à l'Algérie coloniale à Perpignan. La journée d'études qui a donné lieu à cet ouvrage s'est tenue le 19 avril 2007 à l'université de Perpignan Via Domitia. Elle s'interrogeait sur les moyens adéquats pour « montrer l'Algérie au public ». Les onze chercheurs réunis ont élaboré collectivement, à l'issue des interventions de chacun, un rapport de recherche. Éric Savarese, dont on connaît les travaux novateurs sur l'« invention des pieds-noirs<sup>5</sup> » et qui dirige l'ouvrage, en a assuré la rédaction définitive.

En 2006, le conseil municipal de Perpignan a décidé de créer un centre de documentation sur la présence française en Algérie, projet municipal associant le Cercle algérieniste fondé en 1973. La controverse qui a suivi, avec la rédaction d'une pétition contre « un musée à la gloire de la colonisation », a constitué, selon Éric Savarese, « une application locale de la guerre des mémoires algériennes » (p. 9). Le projet prévoyait une exposition permanente, un centre de documentation, une salle de conférences et l'érection d'un « mur des disparus ». Dans sa conception, l'ensemble n'est pas sans évoquer le Mémorial de la Shoah inauguré en 1956 dans le quartier du Marais à Paris<sup>6</sup>, dont l'un des aspects novateurs fut de réunir, dans un même bâtiment, des dispositifs didactiques et commémoratifs<sup>7</sup>. Le projet perpignanais d'érection d'un « mur des disparus », en particulier, fait écho au « mur des noms » inauguré par le Mémorial en 2005. Il s'agit, selon ses concepteurs, de recueillir les noms de l'ensemble des Français d'Algérie disparus pendant la guerre d'indépendance algérienne, ce qui n'est pas sans poser de très nombreux problèmes. De ce mur seraient en effet exclus les noms des Algériens torturés, disparus, et des Français ayant combattu du côté nationaliste tel Maurice Audin.

Une première partie de l'ouvrage, intitulée « Mises au point », revient sur les enjeux méthodologiques fondamentaux soulevés par le projet. Dans une contribution talentueuse et fort utile<sup>8</sup>, Sylvie Thénault s'interroge sur trois outils fondamentaux de transmission : les cartes, les dates, les mots. Grâce à une cartographie du contact et de l'exclusion et à une périodisation qui évite l'écueil de l'image d'une « Pax coloniale » ayant régné de 1871 à 1945, elle propose une relecture de l'Algérie française à l'aune de ses fragilités, de la précarité de ses fondements. Elle revient aussi, en quelques pages essentielles, sur le vocabulaire de l'histoire de l'Algérie coloniale et de la décolonisation. Éric Savarese présente une réflexion stimulante sur la relation coloniale<sup>9</sup>, capable de penser son « ambivalence fondamentale » (p. 66) au-delà des caricatures de l'exclusion totale et de la symbiose. La réalité, dans les pratiques du quotidien colonial, est complexe et parfois contradictoire, elle consacre souvent l'« existence simultanée de barrières entre des communautés et de relations interindividuelles entre Français citoyens et non citoyens » (p. 64).

---

<sup>5</sup> *L'invention des Pieds-noirs*, Paris, Séguier, 2002, 283 p.

<sup>6</sup> Sur la création du Mémorial de la Shoah, voir Annette Wiewiorka, *Il y a 50 ans : aux origines du Mémorial de la Shoah*, Paris, Mémorial de la Shoah, 2006, 31 p.

<sup>7</sup> Cf. *Ibid.*, p. 16.

<sup>8</sup> « L'histoire au musée : l'espace, les temps, les mots de l'Algérie coloniale », p. 45-54.

<sup>9</sup> « Des récits à l'histoire. Penser la relation coloniale », p. 55-66.

Dans un deuxième temps, l'ouvrage s'interroge sur les conditions de réception des discours sur l'Algérie en France depuis l'indépendance. Yann Scioldo-Zürcher reconstitue<sup>10</sup> les frontières mouvantes de la population coloniale de l'Algérie, en amont et en aval de la date charnière de 1962. Raphaëlle Branche revient, dans une contribution originale<sup>11</sup>, sur la paradoxale « impression d'absence » de l'Algérie sur les écrans de cinéma et de télévision. Le troisième temps de l'ouvrage fait la part belle aux « expériences » : Jean-Robert Henry<sup>12</sup> et Jean-Charles Jauffret<sup>13</sup>, ayant tous deux participé à des pilotages d'exposition, tirent les leçons de ces travaux. Tandis que le premier décrit le relatif succès d'une exposition ayant traversé la Méditerranée, le second retrace le « déchaînement d'intégrismes mémoriels » (p. 172).

Dans une dernière partie, Éric Savarese présente le rapport des travaux débattu et un catalogue de propositions pratiques « pour en finir avec les guerres de mémoire algérienne en France ». Cette synthèse salutaire revient sur les précautions méthodologiques indispensables à la réalisation d'un espace destiné à montrer l'Algérie coloniale capable de « réunir, et non d'exclure » (p. 177). Pour être en mesure de « proposer [la] vision à la fois neutre et dépassionnée de l'histoire franco-algérienne » (p. 177) que les auteurs appellent de leurs vœux, le centre doit être créé sous l'égide d'un conseil scientifique autonome et respecter la pluralité des perspectives, l'existence de doutes et de divergences.

Cet ensemble de contributions diversement originales constitue une utile mise au point sur les questions de mise en scène de l'histoire et de traitement de la mémoire. L'on saluera, en particulier, le fait que la variété des points de vue, les désaccords même parfois, aient été restitués et rendent ainsi compte de la réalité de l'élaboration d'un dialogue sur le passé colonial. Un des mérites de cet ouvrage est, précisément, de ne pas avoir lissé artificiellement ces aspérités. Le lecteur, au contraire, se voit proposer un point de vue complet et détaillé de la démarche de médiation scientifique entreprise par les auteurs, dont on peut souhaiter qu'elle serve à l'avenir de modèle dans de semblables situations.

---

<sup>10</sup> « Du Français d'Algérie au pied-noir, catégorisations et représentations d'un groupe particularisé. Comment montrer le groupe des rapatriés d'Algérie ? », p. 75-92.

<sup>11</sup> « Une impression d'absence. L'Algérie et la guerre d'Algérie au cinéma et à la télévision française depuis 1962 », p. 107-116.

<sup>12</sup> Jean-Robert Henry, « Montrer l'« Algérie et la France » dans les deux pays : leçons d'une exposition », p. 139-156.

<sup>13</sup> Jean-Charles Jauffret, « Histoire et mémoire : le cas de Montrédon-Labessonnié ou le conservatoire de la guerre d'Algérie et des combats de la Tunisie et du Maroc, 1952-62 », p. 157-172.